

Le budget—M. Johnston

● (1125)

[Traduction]

Le gouvernement veut également que le Canada relève le défi que pose l'apparition de nouvelles technologies.

Afin d'assurer que le Canada profite au maximum des nouvelles découvertes dans le domaine de plus en plus important de la biotechnologie, le gouvernement fédéral affecte 22 millions de dollars à la mise au point d'une stratégie nationale en matière de biotechnologie. Cette stratégie soutiendra des réseaux de recherche, auxquels participeront l'État, les universités et l'industrie, qui verront à utiliser la biotechnologie pour améliorer l'utilisation des ressources et l'expansion industrielle au Canada.

La micro-électronique est elle aussi un domaine important pour l'avenir technologique du Canada. Le gouvernement établira une caisse initiale de 7.5 millions échelonnée sur deux ans pour soutenir l'élaboration d'un réseau national de conception en micro-électronique. Ces fonds aideront à établir un réseau universitaire automatisé de stations de conception et d'essai pour des circuits intégrés de grand format. Une trentaine d'universités sont censées se rallier au réseau agrandi de conception qui fera partie intégrante des travaux industriels en cours. Ces installations aideront à former la main-d'œuvre à vocation technologique dans le domaine de la micro-électronique indispensable à l'expansion de l'industrie canadienne de la micro-électronique et constitueront un apport important à cette fin.

Le succès de toutes ces initiatives est subordonné à l'intérêt que les Canadiens manifesteront à l'égard de la science et de la technologie.

Je suis heureux d'annoncer que le gouvernement fédéral va organiser une conférence nationale sur l'avenir du Canada l'automne prochain, conférence qui mettra en lumière la gestion efficace de l'évolution technologique, plus précisément dans la mesure où elle touche le travailleur canadien, l'industrie et le commerce au Canada. Cette tribune rassemblera les divers secteurs qui s'intéressent à l'évolution technologique, c'est-à-dire les travailleurs, les entreprises, les universités et l'État, en vue de mieux comprendre les besoins et les intérêts des uns et des autres.

[Français]

Les provinces ont également un rôle important à jouer dans le développement technologique de notre pays. Au cours des dernières années, leurs activités dans ce domaine se sont multipliées. Le gouvernement fédéral va collaborer étroitement avec les provinces afin d'en arriver à une synergie et à une harmonie des objectifs, des politiques et des programmes qui relanceront le Canada.

[Traduction]

L'engagement du gouvernement dans le milieu technologique est évident en ce qui concerne le soutien actuel accordé à la recherche et à l'innovation et l'aide considérable que le budget accorde à la recherche et à la technologie.

Le Programme de projets spéciaux de relance a alloué une somme de 290 millions étalée sur les quatre prochaines années au financement de 15 installations nouvelles ou agrandies de recherche et de formation. Les projets sont censés accroître sensiblement les capacités de recherche dans les secteurs des produits forestiers, des pêches, de l'agro-alimentaire, de la

fabrication et des mines. En outre, la somme de 180 millions a été affectée à l'achat accéléré d'outillage électronique ou de matériel de communication de haute technicité.

Dans le cadre de ce programme, je suis heureux de signaler à la Chambre que mon collègue le ministre de la Défense nationale (M. Lamontagne) vient d'annoncer, aujourd'hui même à Saint-Jean de Terre-Neuve, l'achat de matériel de communication de haute technicité dont le coût dépassera les 67 millions de dollars. Ces acquisitions sont notamment un satellite de recherche et de sauvetage de 19.5 millions qui fournira une technologie de pointe pour aider à repérer les avions et les navires en détresse; un réseau de communications de 38 millions de dollars destiné à l'aviation militaire et mis en place dans nos diverses bases d'un bout à l'autre du Canada; de nouveaux récepteurs à haute fréquence pour une somme de 5 millions en vue d'améliorer nos réseaux actuels de communication, et de nouveaux réseaux CW20 de communications à micro-ondes pour encore 5 millions à certaines bases canadiennes choisies. En outre, le ministère de la Défense nationale a annoncé l'allocation de plus de 20 millions de dollars pour améliorer les fonctions de recherche et de sauvetage par hélicoptère au Canada.

Comme je le signalais au début, une somme de plus de 700 millions a été réservée dans le budget à l'expansion de la technologie, sans compter la somme de 3 milliards que le gouvernement fédéral a déjà engagée au titre de soutien technologique dans les prévisions budgétaires de 1983-1984. Cela ne comprend pas, et je veux le souligner, les recettes fiscales de 200 millions auxquelles nous avons renoncées pour les dépenses en cours consacrées à la recherche et au développement ni la somme de 185 millions que les nouvelles modifications et propositions fiscales viendront ajouter au chiffre de base.

● (1130)

Ce vaste et important investissement doit maintenant susciter de l'action, et le succès dépendra de la collaboration et des efforts concertés de tous les secteurs. Nous avons maintenant la structure politique et les ressources fiscales nécessaires pour accélérer le progrès technologique du Canada. C'est à nous maintenant de profiter des possibilités qui s'offrent et de préparer la prospérité des années 90.

M. Thacker: Monsieur le Président, j'ai deux questions à poser au ministre. L'un des programmes les plus récents susceptible d'être lancé par le gouvernement dans le domaine de la technologie de pointe concerne l'installation d'un réseau de radiotélescopes couvrant tout le pays. Le ministre sait-il si ce programme sera mis en œuvre? En outre, l'administration centrale du programme serait-elle installée à l'Université de Lethbridge qui, selon les données scientifiques, serait l'endroit tout indiqué à cet effet?

M. Johnston: Monsieur le Président, aucune décision n'a encore été prise quant à l'organisation du réseau. On s'est beaucoup intéressé à la question dans la circonscription du député, c'est-à-dire la circonscription de Lethbridge. Comme le député le sait sans doute, j'ai eu moi-même des conversations avec des représentants de la localité, y compris le recteur de l'Université de Lethbridge. C'est évidemment un projet très excitant et fort coûteux. En fait, c'est un projet qui doit être étudié en détail, et c'est ce que fait à l'heure actuelle, je crois,